

LES GRANDS MÉDIAS FRANÇAIS FACE AU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN DEPUIS LA SECONDE INTIFADA

DIFFICILE NEUTRALITÉ

PAR

PHILIPPE BLANCHARD (*)

La question israélo-palestinienne est entrée dans une nouvelle phase critique le 28 septembre 2000, lorsque Ariel Sharon, chef du Likoud, a pénétré sur l'Esplanade des Mosquées-Mont du Temple, à Jérusalem. Dans le contexte dégradé issu de l'échec des négociations de Camp David 2, qui avaient réuni Yasser Arafat et Ehud Barak sous la médiation de Bill Clinton en juillet 2000, ce geste fut considéré comme une provocation. L'escalade de la violence reprit : surveillance policière accrue, déplacements et activités entravés, émeutes, combats de rue, attentats et représailles. Le 12 octobre 2000, deux soldats israéliens étaient lynchés à Ramallah, le 8 décembre de violentes émeutes marquaient le treizième anniversaire de la première Intifada. Jour après jour, deux peuples souffrants se trouvaient pris dans une spirale où alternent accès de violence meurtrière et brefs moments de calme. La « seconde Intifada » (1) venait de débiter, après la période d'apaisement qu'avait ouverte la reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'Organisation de Libération de la Palestine en septembre 1993.

Le fait majeur qui nous intéresse ici est que cette « affaire » (2) bénéficie, et bénéficiait déjà avant septembre 2000, d'une médiatisation hors du commun en France. La question israélo-palestinienne est, sur le long terme, en tête des préoccupations des médias, devant toute autre question extérieure ou intérieure. De 1995 à 2002, elle occupe, pour s'en tenir aux deux princi-

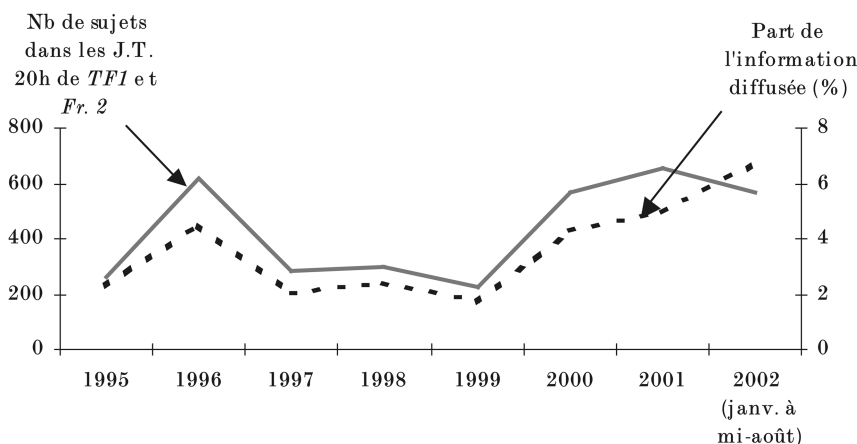
(*) Doctorant rattaché au Centre de recherches et d'études politiques (CREDEP), Université Paris IX – Dauphine.

(1) *Intifada*, ou « soulèvement » en arabe, est souvent traduit par « guerre des pierres ».

(2) Ce que nous désignons par « affaire », dans l'information médiatique, dépasse le sens commun d'une révélation faisant plus ou moins scandale, entraînant souvent une accusation publique, éventuellement une procédure judiciaire. Il s'agit ici plus largement d'un sujet traité par les journalistes, dont la cohérence repose sur une dénomination partagée par l'ensemble de la communauté journalistique, sur un suivi régulier et sur la reconnaissance de ce que ce sujet découle d'un événement ou d'un petit groupe d'événements (déclaration, rapport, accident, etc.) clairement identifié(s). Par exemple, constituent ou ont constitué des affaires en France l'« affaire Papon », l'« affaire Monica Levinski », mais aussi la question des cultures d'organismes génétiquement modifiés, le problème corse ou encore la guerre civile ivoirienne. Une affaire peut se résumer à un article isolé ou bien s'étendre sur des mois ou des années. Pour une discussion approfondie de cette notion et de ses applications, cf. Philippe BLANCHARD, « La formation de l'agenda : un modèle à/et l'épreuve du temps », *Cahiers Politiques*, Centre de recherches et d'Études Politiques – Université Paris 9, Paris, juin 2000, pp. 97-115.

pales chaînes télévisées hertziennes, 3,3 % de l'ensemble de l'information diffusée dans les journaux de 20 h sur *TF1* et *France 2*. Depuis janvier 2000, chacune des rédactions diffuse en moyenne près d'un sujet sur la question. S'il arrive que d'autres affaires dépassent ces chiffres, aucune ne le fait durablement. Le graphique ci-après montre la progression de la part prise par le conflit au Proche-Orient depuis 1997, progression qui se fait aux dépens d'une multitude d'affaires concurrentes offertes au choix des rédactions (3). Les années 2000 et 2001 égalent l'année sanglante 1996, pourtant marquée par des attentats palestiniens meurtriers en février-mars, l'opération israélienne « Raisins de la colère » en avril, l'élection de la coalition de droite de Benjamin Netanyahu en mai, et les violences liées à l'ouverture d'un tunnel israélien en contrebas de l'Esplanade des Mosquées en septembre. L'année 2002 devrait dépasser largement 1996, comme le montre la courbe prévisionnelle en pointillé.

Visibilité de la question israélo-palestinienne sur TF1 et France 2



Après un premier pic en 1996, la place accordée au conflit s'accroît à compter de 2000 et du début de la « seconde Intifada » (4).

(3) Les statistiques de couverture médiatique présentées dans notre étude ont été établies à partir des archives de l'Institut National de l'Audiovisuel (INA), mises à disposition par l'Inatèque, que l'auteur remercie.

(4) Ce graphique vise à donner une idée générale de l'évolution de la couverture. Pour une chronologie détaillée des relations israélo-palestinienne avant septembre 2000, cf. par exemple le site du *Monde Diplomatique* (<http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/chronogenerale> ; les références Internet sont valides à la date d'impression du présent article ; en cas de péremption des adresses Internet signalées, l'auteur tient les pages concernées à la disposition du lecteur sur simple demande). *TF1* et *France 2* peuvent être considérées comme deux médias de masse représentatifs des tendances générales, en vertu du système de références croisées entre médias et des sources qu'ils ont en commun. Ces deux chaînes peuvent être additionnées car leur intérêt pour le conflit évolue similairement dans le temps, mis à part une implication légèrement supérieure de *France 2* à compter d'octobre 2000, que nous n'interpréterons pas ici.

Cette médiatisation est lourde de conséquences sur la perception du conflit par l'opinion publique et sur l'attitude des intervenants extérieurs (gouvernants, investisseurs, intellectuels...) vis-à-vis du Proche-Orient, en partie par le truchement de l'anticipation que ces acteurs font de l'influence des médias sur l'opinion. Les protagonistes du conflit eux-mêmes perçoivent cette médiatisation, qu'elle les serve (comme tribune d'expression et comme instrument de mobilisation par exemple) ou les desserve (comme instance de surveillance ou comme tribunal). Ils l'intègrent donc comme un paramètre dans l'affrontement ou la négociation l'un avec l'autre ou dans leur relation avec leurs propres opinions publiques. La crise semble avoir atteint une intensité qui interdit à chacun des protagonistes d'ignorer le facteur médiatique, qu'il leur soit une ressource ou une contrainte.

Notre propos est en premier lieu d'expliquer cette présence massive du Proche-Orient dans les médias : traduit-elle un intérêt général en France pour la question, ou bien celui de certains groupes sociaux ? Puis, nous chercherons à déterminer quelles évaluations du conflit cette couverture favorise : est-elle partisane ? et si oui, pourquoi et l'est-elle de manière homogène ? Des réponses à ces questions découlent la capacité des médias à mobiliser et à orienter l'opinion publique.

Nous restreindrons notre étude aux médias de masse (presse écrite, télévision et radio). Ils sont plus politiques, car ils alimentent l'espace de publicisation des problèmes plus directement que les médias personnels (téléphone, messagerie électronique, correspondance écrite...). Par ailleurs, *Internet* crée certes des lieux où la question israélo-palestinienne est discutée (portails d'information, forums de discussion, lettres d'information, listes de diffusion) (5), mais l'accès y est restreint à la fois en termes de technique (tout le monde n'est pas abonné, tout le monde ne maîtrise pas l'outil), de temps (les abonnés ne se connectent pas tous en même temps) et d'intérêt (les forums, lettres et listes consacrés à un sujet donné ne sont fréquentés que par les internautes ayant fait la démarche de s'y inscrire ou d'y entrer) ; de plus, l'information diffusée sur *Internet* double encore largement celle des médias traditionnels et ne constitue pas encore un moteur au sein du système médiatique. Donc, nous pouvons considérer que les médias dits nouveaux ne concurrencent pas encore directement les médias classiques sur ce sujet.

UN CONFLIT SURVISIBILISÉ

Les conditions du conflit israélo-palestinien sont *a priori* peu propices au retentissement médiatique auquel il donne pourtant lieu : Israël et les terri-

(5) Entre autres sites Internet engagés de langue française, citons du côté pro-israélien : *lariposte.com*, *perso.wanadoo.fr/fromveur*, *membres.lycos.fr/israelonline*, et de l'autre : *yalla.free.fr*, *paix-en-palestine.org*, *palestina.be*, *mbarghouti.chez.tiscali.fr*.

toires palestiniens forment un espace minuscule, équivalent, en tout et pour tout, aux quatre départements bretons; cette région est plus éloignée à vol d'avion de Paris que Moscou, Tripoli et Tamanrasset et deux fois plus que Stockholm, Riga, Belgrade, Oran ou Lisbonne; le Proche-Orient n'est pas francophone et ne bénéficie pas, hormis le Liban proche sous mandat français de 1920 à 1943, du statut d'ex-colonie française récente comme certains Etats d'Afrique noire ou du Maghreb. D'autres crises étrangères semblent plus intéressantes à traiter, parce que plus récentes (dernièrement en Côte d'Ivoire, en Afrique australe, au Tibet), porteuses de plus grandes menaces pour une région ou le monde (comme au Cachemire), impliquant des Etats de plus grand poids démographique ou économique (comme la Russie en Tchétchénie ou la Chine au Tibet) ou tout simplement générant des morts plus nombreuses et plus spectaculaires.

Tout porterait donc naturellement les grands médias français à ignorer ce conflit. Pourtant, il constitue leur première préoccupation. La chronologie en annexe, qui restitue les étapes majeures d'une année et demie de tension, présente en parallèle les événements sur place et leurs répercussions en France. Force est de constater que peu de conflits impliquent de manière aussi étroite et surtout aussi durable, le reste du monde, et la France en particulier.

Cela s'explique d'abord par le fait que le Proche-Orient est, depuis la proclamation de l'Etat d'Israël en 1947, l'un des principaux points « chauds » de la géopolitique mondiale. Les promesses faites pendant la guerre aux sionistes comme aux Arabes par les Britanniques et les Français avaient suscité, des deux côtés, de grandes espérances, ce qui rendait improbable une cohabitation pacifique entre les deux communautés. Un pays petit par sa taille lutte depuis pour sa survie au sein d'une région qui s'y est montrée globalement hostile depuis sa création en 1948. Par ailleurs, les Etats-Unis, qui convoitent le pétrole du Moyen-Orient, soutenaient Israël pour qu'il fasse achopper la progression soviétique dans la région et limite l'ambition panarabe. Si ces deux menaces ont nettement décliné, Israël, puissance nucléaire, n'en constitue pas moins le bastion le plus stable de résistance à la contestation arabo-musulmane, pôle important et inédit de refus de l'hégémonie américaine. Tous les acteurs d'un succès médiatique sont réunis.

L'impact médiatique du conflit découle aussi de la charge psychologique, voire mystique, liée au conflit du Proche-Orient. Jérusalem est le centre spirituel de trois grands et anciens monothéismes. La déchristianisation de l'Occident industrialisé a certes réduit l'attachement affectif des Français pour Jérusalem, Nazareth ou Bethléem (6), mais les deux communautés en conflit au Proche-Orient sont fortement implantées en France et l'étaient déjà au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. La France accueille la

(6) Frédéric ENCEL, cité par Benjamin NEUMANN, « Israël/Palestine. L'impossible neutralité », *Médias*, juin-juillet 2002, p. 61.

deuxième communauté juive du monde et une importante communauté arabo-musulmane : cette réplication démographique à distance fait d'elle une caisse de résonance des soubresauts moyen-orientaux. Le 1^{er} octobre 2000, trois jours après le geste risqué d'Ariel Sharon, *France 2* diffusait au Journal télévisé de 20 heures une séquence marquante, dans laquelle un enfant mourait dans les bras de son père sous les tirs croisés des combattants israéliens et palestiniens dans la ville de Ramallah (7); le 7 octobre, des manifestations pro-palestiniennes étaient organisées en France; le 8 octobre, Lionel Jospin et Jacques Chirac recevaient des responsables de la communauté juive française, pour leur montrer leur solidarité vis-à-vis des incendies de synagogues et autres attentats contre des symboles du judaïsme sur l'ensemble du sol français.

À la sensibilité proprement communautaire de la part des juifs et musulmans résidant en France s'ajoute l'héritage de la Shoah. Par des mécanismes psychologiques et sociologiques complexes, un sentiment mêlé de culpabilité et de compassion vis-à-vis du peuple juif travaille l'ensemble de l'Occident, en tant que lieu historique d'une barbarie inédite. Ce sentiment semble se perpétuer aujourd'hui, et rend l'opinion réceptive au sort des juifs.

Enfin, argument fréquemment cité, le statut démocratique d'Israël lui confère une parenté idéologique avec les nations européennes et nord-américaines. Bien que les non-juifs ne soient pas dans les faits traités comme des citoyens de plein droit, bien que certaines voix s'élèvent pour leur retirer le droit de vote, que les manifestations publiques soient très surveillées, que les services secrets soient très puissants, le régime israélien reste républicain, constitutionnel, parlementaire et pratique la séparation des pouvoirs; sa vie partisane et idéologique est animée, contrairement à celle des pays voisins. Facteur de médiatisation plus concret et plus décisif que le sentiment de parenté philosophique, le régime démocratique fournit aux médias des facilités pour accéder aux théâtres d'opération, s'y déplacer, filmer et diffuser des images : en temps normal, 300 journalistes étrangers sont en poste à Jérusalem; ils étaient 900 pendant l'opération « Rempart », en avril 2002, soit plus que sur l'ensemble de l'Afrique (8). Contraints de rentabiliser un tel déploiement matériel et humain, les organes de presse proposent et, en fait, imposent, de par leur convergence sur le sujet, une couverture régulière de la crise, supérieure à celle que les impératifs événementiels souvent invoqués suffiraient à justifier. En dépit d'un encadrement de plus en plus systématique des journalistes dans les zones sensibles et d'un contrôle accru de leurs reportages, Israël est un pays ouvert à l'œil occidental.

(7) Pour un compte rendu illustré de photographies de cet épisode, cf. <http://www.intifada.com/fras2.html>.

(8) Benjamin NEUMANN, *Ibidem*, p. 61.

Cependant, le statut démocratique d'Israël est aussi un facteur de complication pour le travail d'exposition et de vulgarisation journalistique. Le scrutin législatif est organisé à la proportionnelle intégrale à un tour, sur une circonscription nationale unique, ce qui rend la vie politique volatile, d'autant que des renversements d'alliances ont lieu en cours de mandat. Alors que jusqu'en 1996, la Knesset élisait à son tour, pour sept ans, le Président, lequel confiait à la précédente la tâche de choisir un Premier ministre, depuis 1996, le Premier Ministre est élu en même temps que la Knesset au suffrage universel, facteur supplémentaire de dissonance inter-institutionnelle. S'il peut dissoudre le Parlement, il est également responsable devant lui (motion de censure, vote de défiance). La politique menée par le gouvernement est ainsi tributaire d'alternances fréquentes, de négociations électorales récurrentes et donc de retournements de la politique vis-à-vis des Palestiniens, qui brouillent la perception occidentale du conflit. La tâche des reporters est rendue encore plus complexe du fait de l'attitude incertaine, parfois peu compréhensible, des Etats occidentaux et des organisations internationales, à l'exemple des résolutions votées par l'ONU mais non appliquées.

UN CONFLIT MÉDIATISÉ DÈS SES ORIGINES

Le traitement médiatique du conflit obéit depuis les origines à un dispositif narratif central : la victimisation du plus faible. Dans une première étape, immédiatement après la création d'Israël (mai 1948) et jusqu'à la guerre des Six Jours (juin 1967), c'est Israël qui bénéficia de ce dispositif narratif et scénique. La presse écrite traitait déjà largement du sujet, et ce, en faveur des juifs : ce peuple avait souffert comme peu d'autres de la Seconde Guerre mondiale et l'épisode d'*Exodus* en 1947, navire délabré empli d'immigrés dérivant en Méditerranée et qui ne fut jamais autorisé à débarquer en Terre promise, fournit son lot d'images propres à apitoyer. Comme le rappelle Jacques Dalloz (9), c'est avec la complicité des autorités françaises que ces juifs, originaires notamment d'Allemagne, avaient pu embarquer à Sète; ceci témoigne des dispositions de l'opinion française vis-à-vis des rescapés de la Shoah : « *jusqu'au milieu de l'année 1948, l'antisio-nisme est rare dans la presse. Il est le fait d'organes de faible diffusion : ceux des nationalistes maghrébins ou bien de l'hebdomadaire Paroles françaises. Témoignage chrétien fait figure de plus notable adversaire du sionisme; mais ses positions durant le conflit mondial empêchent qu'on puisse le suspecter d'antisémitisme* » (10). Une presse sioniste se manifeste par ailleurs, soit juive (*La Riposte*), soit de gauche (*l'Humanité*), en rapport avec les choix stratégiques de l'URSS. Beaucoup de juifs militaient d'ailleurs au PCF et à la

(9) Jacques DALLOZ, *La Création de l'Etat d'Israël*, La Documentation française, Paris, 1993.

(10) *Ibidem*, p. 6.

SFIO à cette époque et Israël se réclamait du socialisme. Cette presse fait pendant aux journaux antisionistes, chrétiens (*Témoignage chrétien*) ou nationalistes (*Le Figaro*). La solidarité avec les juifs jouait de plus contre l'obstruction britannique à l'indépendance israélienne.

La tendance se renverse avec la victoire militaire de 1967. David, tel que les Israéliens se présentaient eux-mêmes depuis 1947 face à la coalition arabe, est devenu Goliath : industrialisé, enrichi, de plus en plus intégré à l'économie et la société d'Occident, il contraste avec des Palestiniens associés à l'imaginaire du Tiers-Monde. Les images des combats témoigneront de manière croissante d'un déséquilibre jugé injuste : que peuvent les fusils et les kalachnikovs contre les chars ? Pire, Israël se retrouve en quelque sorte en position de colonisateur, comme la France le fut en son temps. Le sionisme devient aux yeux de beaucoup une doctrine agressive et conquérante. Yasser Arafat saura jouer de ce renversement, en résistant par exemple, de décembre 2001 à mars 2002, aux assauts des chars israéliens contre son quartier général de Ramallah, malgré la ruine du bâtiment et des abords.

Selon Frédéric Encel (11), Elie Barnavi et Luc Rosenzweig (12), Israël semble aujourd'hui avoir gagné la bataille diplomatique avec l'échec de la rencontre de Camp David 2. Mais Israël est en difficulté sur le plan médiatique et, à terme, sur le plan diplomatique. Cette évolution est sensible dans les critiques adressées à divers médias pour leur partialité. Ainsi, l'*Agence France Presse*, qui se revendique « première agence arabophone du monde », s'est vu reprocher un penchant anti-israélien (13). Les efforts déployés récemment par Israël pour améliorer son « image » à l'étranger, par la séduction et par la surveillance, confirment cette volonté de rattraper un déficit de crédit international. En 2001, un officier de l'armée israélienne se déclarant « en vacances » en France se montrait étrangement disponible pour renseigner tous les journalistes qui le souhaitaient sur la situation au Proche-Orient (14). Lors des combats autour de Jénine, en avril 2002, un bureau d'information fut gracieusement ouvert au profit des médias occidentaux. Une cellule vidéo contrôle par ailleurs l'information en amont et en aval de sa diffusion : elle est chargée de visionner toutes les enregistrements sortant du pays et de réagir, si nécessaire est, aux informations jugées fausses diffusées à l'étranger, notamment en fournissant des contre-documents.

Israël se prémunit donc contre les conséquences possibles d'une médiatisation du conflit qu'il juge de plus en plus défavorable à sa cause. Les médias occidentaux, et à travers eux l'opinion occidentale, importent au bon déroulement de la politique israélienne, car ils peuvent influencer l'attitude des

(11) Propos tenus à l'émission télévisée « Arrêt sur images », dirigée par Daniel SCHNEIDERMAN et diffusée sur *La Cinquième* le 15 octobre 2000.

(12) Elie BARNAVI/Luc ROSENZWEIG, *La France et Israël. Une affaire passionnelle*, Perrin, Paris, 2002.

(13) Cf. par exemple l'étude de Clément WEILL RAYNAL, « L'agence France Presse et la couverture de l'Intifada », *desinfos.com/afpclement.html*, 17 avril 2002.

(14) « Envoyé Spécial », *France 2*, 18 avril 2002.

gouvernements occidentaux. Il en va de même de l'Autorité palestinienne : le 11 septembre 2001, par exemple, les enregistrements des scènes publiques de liesse furent confisqués pour ménager l'image des Palestiniens à l'étranger.

Les médias peuvent aussi infléchir, *via* les médias locaux et transnationaux, les opinions publiques israélienne et palestinienne. Par sa médiatisation exceptionnelle, cette région subit – de gré ou de force – la « mise en visibilité » planétaire que décrit Paul Virilio (15) : cette affaire régionale est devenue, de fait, quasi mondiale. Son issue dépend certes du bon vouloir d'un groupe d'acteurs institutionnels, notamment les gouvernements locaux et la superpuissance américaine, mais aussi de la nébuleuse des opinions publiques médiatisées.

UN SUJET SIMPLE... EN APPARENCE

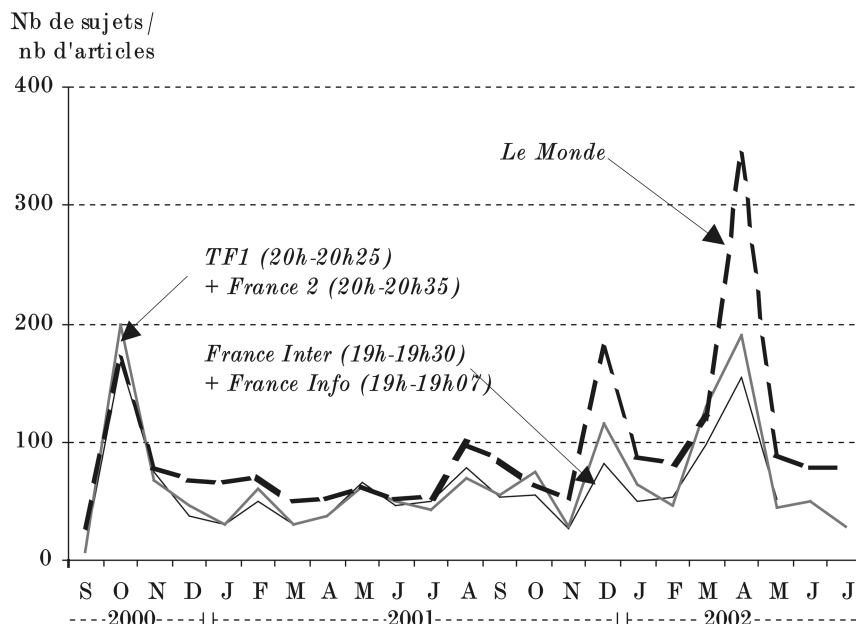
La question israélo-palestinienne se présente le plus souvent comme un débat binaire. L'enjeu – la terre – semble simple, propice à la mise en spectacle. Deux religions, deux cultures, s'affrontent. Les obsèques des victimes des combats en sont un exemple frappant : si elles sont douloureuses des deux côtés, les Israéliens les organisent dans la discrétion, tandis que chez les Palestiniens, elles sont publiques, bruyantes et dégénèrent parfois en émeutes. Deux niveaux de vie contrastent aussi : les Israéliens disposent de l'un des 25 premiers revenus par habitant au monde, quand les Palestiniens souffrent d'un chômage massif et n'ont pas accès à toutes les infrastructures de base (eau, électricité, logement). Cet aspect binaire facilite la radicalisation des parties en présence : les acteurs présentés comme modérés – gauche parlementaire israélienne, Autorité palestinienne... – sont régulièrement doublés par leurs extrêmes – Likoud, partis nationalistes et religieux, Hamas... « Colombes » et « faucons » prennent tour à tour le dessus dans une crise où tout nouvel attentat, toute opération militaire, toute déclaration hostile est susceptible de remettre en cause un processus de paix fragile. Cela explique la cyclicité de la crise, telle qu'elle se répercute dans les médias français : une alternance quasi cyclothymique d'affrontements et d'apaisements.

A l'échelle du mois, les couvertures faites par la télévision, la radio et la presse écrite évoluent de pair : elles culminent lorsque les affrontements sont les plus intenses (16).

(15) Cf. Paul VIRILIO, *L'Ecran du désert*, Galilée, Paris, 1991, p. 41.

(16) Pour une analyse détaillée des courbes, cf. la chronologie en annexe.

**Visibilité de la question israélo-palestinienne
depuis le début de la seconde Intifada**



Le graphique ci-dessus retrace la couverture télévisée comme précédemment, mais à l'échelle du mois, ainsi que la couverture des radios *France Inter* et *France Info* et du quotidien *Le Monde* (17). Ces courbes traduisent les *crescendo* et *decrescendo* dans l'intensité de la crise. Nous observons que l'intérêt porté par les cinq médias observés à la question israélo-palestinienne évolue de concert. Les courbes de la télévision et de la radio sont très fortement corrélées (0,98 (18)) ainsi que celles de la télévision et de la radio avec *Le Monde* (0,85). Les courbes culminent toutes trois à trois reprises : en octobre 2000, lors de l'explosion de la crise décrite précédemment et des premières tentatives de négociation bilatérale; en décembre 2001, avec le début du confinement de Yasser Arafat dans son quartier général de Ramallah; en avril 2002, lors du long encerclement, par les chars israéliens, de 200 combattants palestiniens dans l'église de la Nativité à Jérusalem.

Cette évolution parallèle des médias peut signifier que le système médiatique français est consistant : les différents médias s'approvisionnent aux mêmes sources, envoient des reporters aux mêmes endroits, partagent certaines normes professionnelles idéologiques et s'imitent les uns les

(17) Les sources sont l'Inathèque pour la radio et Europresse pour *Le Monde*.

(18) Le coefficient de corrélation vaut entre 0, pour deux courbes sans rapport entre elles, à - 1 pour deux courbes évoluant en sens inverse et +1 pour deux courbes superposables.

autres (19). Dans le même temps, on peut aussi voir dans cette corrélation un signe de la prégnance de la question israélo-palestinienne en France : les événements s'imposent aux observateurs, précisément par-delà leurs options politiques et leurs visions du monde. Le moteur de la médiatisation repose sur des bases plus larges qu'une simple affinité culturelle ou religieuse de la part de telle rédaction.

Une dérive manichéiste

Le cercle vicieux des escalades et des désescalades de la crise alimente parfois une vision manichéiste du conflit, loin des réalités quotidiennes concrètes de la confrontation. Explicitement, ou le plus souvent implicitement, les médias cherchent une explication simple au désastre. Alain Dieckhoff (20) critique à ce titre les visions essentialistes du « facteur culturel » et « religieux », au détriment des raisons matérielles, pratiques, historiques du conflit ; il regrette que les intellectuels qui prennent part au débat en France soient « *moins dans une logique d'interrogation que de défense d'une position et de justification, au service d'une cause qui leur semble fondamentalement juste* » (21). Une telle simplification équivaut à une abdication du politique en tant que tel : « *pourquoi faire de la politique, puisqu'il s'agit d'affrontements de civilisations, de logiques culturelles ?* » (22) La politique réelle, dans ce cas de figure, ce sont les négociations patientes, laborieuses, entre deux pouvoirs et deux peuples qui n'y consentiraient pas s'ils ne se reconnaissaient pas mutuellement un tant soit peu. Comment rendre compte de manière attrayante pour le public des tractations récurrentes et monotones, ayant lieu sous la pression d'intérêts multiples et parfois occultes et sous la direction de politiciens vilipendés à la fois par leurs concurrents politiques et par une opinion découragée, lasse d'attendre la paix ?

Les discussions de Camp David 2 furent un exemple de la complexité du différend. Menées de concert sur les territoires, la sécurité, les réfugiés et Jérusalem, elles achoppèrent finalement sur ce dernier point. Elles opposèrent deux conceptions de la négociation : les Palestiniens souhaitaient en préliminaire faire reconnaître les principes de droit international acquis à l'issue de la guerre des Six Jours et lors des Accords d'Oslo, avant de tenter de les décliner au cas par cas ; les Israéliens préféraient trouver en parallèle un point d'accord sur chaque dossier, en respectant le donnant-donnant

(19) La notion de système médiatique a été approfondie par Michel MATHIEN, *Le Système médiatique. Le journal dans son environnement*, Hachette, Paris, 1989. Nous nous référons ici en particulier aux graphes de la figure 29 (p. 250), qui présentent diverses configurations historiques du cheminement de l'information parmi les organisations de communication. La mesure des congruences entre médias sur le choix des thèmes pertinents, appliquée ici à la question israélo-palestinienne, confirme cet aspect systémique des relations entre médias de masse. Le système hésite entre l'uniformisation et l'individualisation des informations diffusées.

(20) Alain DIECKHOFF, entretien avec Christophe KANTCHEFF, *Politix*, 1^{er} novembre 2001.

(21) *Ibidem*, p. 17.

(22) *Ibidem*, p. 17.

entre les deux parties. Bill Clinton avouera ne jamais avoir mené de négociation aussi difficile. Les deux peuples impliqués s'affrontent effectivement pour la reconnaissance de leur identité respective, pour leur existence en tant qu'Etat souverain avec une terre. Les médias traduisent bien cet aspect existentiel et symbolique du face-à-face, mais la réalité de la crise repose aussi dans le détail de tractations serrées, ce dont il est difficile de rendre compte simplement (23).

Une congruence approximative avec les clivages politiques nationaux

Le conflit israélo-palestinien bénéficie d'une certaine résonance avec les clivages politiques nationaux. La gauche s'identifie plus volontiers avec la victime palestinienne, au même titre qu'elle défend les immigrés d'origine arabe en France; elle a également tendance à s'opposer plus facilement que la droite à l'impérialisme américain, dont Israël est considéré comme un protégé au Moyen-Orient, tête de pont de la politique visant à contenir les pays arabes; enfin, et à rebours des deux précédentes correspondances, la gauche critique l'antisémitisme du Front national et serait encline, à ce titre, à tolérer la politique israélienne.

Ces inclinations varient selon les tendances idéologiques fines au sein de chaque camp politique; elles ne se manifestent pas en permanence et s'actualisent avec des intensités variables au gré de la conjoncture. Par exemple, deux des responsables de partis hexagonaux prirent part aux manifestations qui suivirent la vague de violences antisémites au début de 2002 (Alain Madelin, libéral et allié du Président du RPR, défila avec les manifestants pro-israéliens, tandis que seul Noël Mamère, Vert et membre de la coalition de gauche plurielle au pouvoir, accompagnait les manifestants pro-palestiniens), mais ils ne dirigeaient que des partis de taille moyenne et défilaient à titre personnel. La crise israélo-palestinienne ne rencontre ni ne génère par elle-même un clivage majeur dans le paysage politique national. Comme le montrent Alain Gresh et Dominique Vidal (24), l'histoire des rapports entre la France, Israël et les pays arabes n'obéit pas à une règle immuable : le cas de Jacques Chirac, toujours enclin à appuyer les pays arabes, suffit à réfuter l'idée d'une correspondance acquise entre les clivages nationaux et les partis en conflit au Proche-Orient.

(23) Sylvain CYPEL, « Camp David, une impossible négociation », *Le Monde*, 28 décembre 2000; « Camp David, la paix avortée », 29 décembre 2000. Cf. aussi l'ouvrage cosigné par un Israélien et un Palestinien, proposant des principes généraux à partir desquels un accord entre les deux parties pourrait être trouvé, mais aussi, et surtout, une longue revue de détail des points d'achoppement concernant les conditions de la sécurité des deux Etats souhaités, leurs frontières, le traitement des réfugiés, les implantations israéliennes, l'eau, le statut de Jérusalem, le règlement régional de la crise, et des moyens de surmonter ces achoppements : Mark HELLER/Sari NUSSEIBEH, *Israéliens – Palestiniens. Le partage de la terre*, Baland, Paris, 1992 (traduction de *No Trumpets, No Drums*, Foundation for Middle-East Peace, 1991).

(24) Alain GRESH/Dominique VIDAL, *Les 100 portes du Proche-Orient*, Autrement, Paris, 1992.

UN CONFLIT RÉVÉLATEUR DES FAIBLESSES DES MÉDIAS

Les pièges de l'histoire, des symboles, des images et des mots

Ce sont d'autres aspects de cette crise qui la rendent attrayante pour les médias.

Ainsi, l'histoire est omniprésente dans la controverse : nombre des arguments rationnels énoncés par l'un ou l'autre protagoniste pour convaincre l'opinion font référence à un épisode ou un autre de l'histoire régionale. De tels arguments entraînent deux dangers : d'une part, la régression à l'infini dans l'ordre des causes et des légitimités, en vertu de l'idée selon laquelle la terre appartient au premier arrivé ; d'autre part, le conflit sur l'interprétation des événements historiques, alors même que l'historiographie ne fournit pas de certitudes politiques et que les faits valent peu en politique sans un effort « collectif » de construction du sens des événements. Le débat historique renvoie en fait en permanence à des mythes ; or, si les mythes, lorsqu'ils ne sont pas fourbis *ad hoc* par la propagande, fondent les sociétés, ils ne sont pas nécessairement partagés par deux sociétés antagonistes. Il faudrait donc inventer des mythes communs. David Epelbaum, journaliste à *France 2*, avoue la difficulté d'intégrer la dimension historique de la discorde : « *la télévision est le moins bon média pour la mise en contexte. Dans le cadre de temps imparti aux sujets, c'est quasiment impossible... [nous faisons face à] 3000 ans d'histoire* » (25).

Deuxième facteur qui rend la médiatisation du conflit irrésistible et délicate à la fois et qui justifie qu'on se concentre sur la télévision pour cette étude : l'importance des symboles et des images qui les portent. Retenons trois exemples qui ont marqué les deux années écoulées et qui impliquaient des valeurs morales centrales dans les deux sociétés en présence : les adolescents combattants ; les attentats-suicides, et en particulier, depuis janvier 2002, ceux commis par des femmes ; les viols de guerre qu'auraient commis des soldats israéliens, rumeur tirée par le *Nouvel Observateur* du *Sunday Times*, sans vérification, et qui sera démentie (26). Ces trois épisodes, qui mettaient en cause l'intégrité de la famille, gagnent en intensité grâce aux images – lorsque celles-ci sont disponibles. Dans le même temps les images de machines de guerre et de guerriers marquent les esprits : les combats se déroulent dans les lieux de vie mêmes, dans la ville, sur les routes, dans les espaces intérieurs privés et publics (cafés, lieux de culte, résidences). La légende de l'image choquante, présentée à la une de *Libération*, qui montrait un jeune homme en sang à côté d'un soldat armé, laissait entendre qu'il

(25) Propos tenus à l'émission télévisée « Arrêt sur images », dirigée par Daniel SCHNEIDERMAN et diffusée par *La Cinquième* le 9 décembre 2001.

(26) Cf. *Le Nouvel Observateur*, 8 novembre 2001 ; l'affaire sera discutée de nouveau dans l'émission télévisée dirigée par Paul AMAR et diffusée sur France 5 le 8 décembre 2001, « On aura tout lu », en présence du directeur du *Nouvel Observateur*, Jean Daniel, qui y fera de nouveau « *amende honorable* ».

s'agissait d'un Palestinien agressé par un soldat israélien, alors qu'en réalité il s'agissait d'un étudiant juif américain que le soldat protégeait : *Libération* et *Associated Press* furent condamnés en justice (27).

Les mots aussi ont leur poids. Située près de Jérusalem, Gilo, qui fut annexée en 1967 par Israël pour loger des Israéliens et dont l'ONU a demandé le retrait, fut présentée d'un média à l'autre comme un « quartier », une « banlieue », un « faubourg », une « colonie » (28). Quant aux actions de l'armée israélienne, elles sont tantôt des « opérations » ou des campagnes, tantôt des « incursions » ou encore des « représailles » ou des « frappes » et visent les « territoires occupés », les « territoires autonomes » ou simplement « les territoires ». Il en va de même pour les actions de guérilla palestiniennes (« terrorisme », « Intifada » ou « émeutes »?) ou encore en France pour les attitudes vis-à-vis des juifs (« antisémitisme », « judéophobie » ou « racisme »?).

Une soumission risquée à l'urgence et aux simplifications

Toute intervention dans le débat est ainsi prise dans des réseaux sémantiques qui piègent l'effort d'objectivation. Pourtant, on note une recherche, en apparence sincère, de « neutralité » ou pour le moins d'équilibre, par les journalistes, dans le volume de couverture consacré aux reportages auprès de chaque partie prenante et dans l'orientation des arguments énoncés dans les interviews. Mais la tâche est ardue. La presse subit des procès permanents pour partialité; les journalistes sont parfois agressés parce que leurs reportages déçoivent (29). Or, s'il semble se dessiner une tendance globale plus pro-palestinienne qu'elle ne l'a été, les deux parties ont leurs hérauts et leurs réseaux.

Ces critiques n'en font pas moins écho aux angles aveugles des médias en général. La couverture télévisée décroît lorsque les images se raréfient, lorsque les formules et les petites phrases sont moins fréquentes. Les chaînes se soumettent à l'immédiateté, à l'urgence, et encapsulent l'événement dans des sujets de 1 mn 30 s à 2 mn, au détriment de la profondeur historique et des temporalités réelles de la vie en Israël-Palestine ou des faits politiques. La presse commet des couacs, comme l'affaire des viols israéliens citée plus haut; elle étale ses ignorances, ou pour le moins ses simplifications excessives, comme le prouve sa vision souvent indigente des questions religieuses, qu'elle réduit à leurs aspects moraux et politiques, certes importants, mais porteurs de peu de sens sans une compréhension des aspects dogmatiques, théologiques de la croyance et sans un retour sur les conditions historiques

(27) *Libération*, 30 septembre-1^{er} octobre 2000. Cf. la mise au point faite par le quotidien lors de l'émission « On aura tout lu » citée ci-dessus ainsi que sur le site de France 5 (<http://www.france5.fr/oatl/004413/14/35161.cfm>).

(28) « Arrêt sur images », 9 décembre 2001.

(29) Ce fut le cas de Charles Enderlin, de *France 2*, et de Bertrand Aguirre, de *TF1*. Cf. Antoine JACOB, « Les médias occidentaux accusés de partialité au Proche-Orient », *Le Monde*, 25 juin 2002.

de ces croyances et de leur incarnation dans des positions séculières, morales et politiques. Le monde musulman et le monde juif se trouvent ainsi clivés entre extrémistes (intégristes, intolérants, militaristes) et modérés (tolérants, portés à la négociation et en définitive plus civilisés aux yeux de l'Occident) : l'approximation d'un tel manichéisme est flagrante.

Les critiques adressées au journalisme français peuvent se comprendre notamment si on compare ce dernier à son homologue anglo-saxon, dont diverses études (30) ont montré qu'il est plus pugnace et suit plus les affaires jusqu'à leur dénouement, qu'il se documente plus, qu'il vérifie plus rigoureusement ses informations et qu'il sépare plus nettement information et opinion. Les racines à la fois politiques et littéraires du journalisme à la française contribuent à expliquer les tendances générales du traitement du conflit israélo-palestinien auquel il se livre (31).

NEUTRALITÉ, MONOTONIE ET MANIPULATION

Des leaders d'opinion dynamiques sur fond d'information répétitive

L'aspect grossier de la couverture des grands médias ne doit pas masquer le rôle des *leaders* d'opinion qui, dotés d'un accès privilégié à la parole, interviennent dans les éditoriaux, les revues de presse : ils jouent un rôle décisif de sélection et de cadrage de l'information ; ils contribuent largement à la structuration du débat sur le fond, à côté de l'information-spectacle ; ils influencent cette dernière en fixant les termes dans lesquels elle se construit. Selon Denis Sieffert (32), le débat en France est insatisfaisant parce que dominé par quelques personnalités qui, en position de force, répètent des arguments simplistes, procèdent par amalgames et simplifications factuelles. De plus, la distance géographique et culturelle facilite les abus intellectuels auprès d'une opinion hexagonale moins informée sur la région que sur d'autres sujets, plus nationaux. Et les *leaders* d'opinion influencent aussi les journalistes eux-mêmes, avides qu'ils se montrent d'avis autorisés.

Les voix des *leaders* d'opinion se détachent d'autant plus qu'elles interviennent sur un fond d'information assez monotone, en dépit du volume que nous avons constaté. Le visionnage suivi des sujets du journal télévisé met en évidence des éléments récurrents : quelques groupes d'acteurs (acteurs gouvernementaux, militaires, politiques, habitants, intellectuels), quelques lieux (villes occupées, villes israéliennes, « territoires », le « Proche-Orient »/

(30) Cf. Jay G. BLUMLER/Michael GUREVITCH/Holli A. SEMETKO/David H. WEAVER, *The formation of campaign agendas. A comparative analysis of party and media roles in recent American and British elections*, L. Erlbaum Associates, Hillsdale, Hove et Londres, 1991.

(31) Cf. Thomas FERENCZI, *L'Invention du journalisme en France. Naissance de la presse moderne à la fin du XIX^e siècle*, Plon, Paris, 1993.

(32) Denis SIEFFERT, « Proche-Orient. Bataille d'opinion dans la presse française », *Politix*, 1^{er}-7 novembre 2001, p. 12 *sqq.*

« Moyen-Orient », les pays arabes, les capitales occidentales), quelques images (chars israéliens dans les territoires, combattants de rue palestiniens, gouvernants négociant et se serrant la main, chefs d'Etat tiers discourant à ce sujet). Le répertoire des sujets est réduit : les affrontements physiques sur place; les négociations entre dirigeants avec ou sans médiation étrangère; la vie dans les territoires palestiniens et en Israël; l'attitude des pays arabes, des Occidentaux et de la « communauté internationale »; les répercussions du conflit dans les pays occidentaux. De temps à autre, un sujet un peu plus long dresse un bref bilan humain, politique ou historique de la situation. Le lien est finalement difficile à discerner entre les scènes de guérilla et de représailles militaires d'une part, les rencontres et discours politiques de l'autre. On distingue mal en quoi la violence peut résoudre les impasses politiques et ce que la politique peut contre la passion identitaire. Le « processus de paix » apparaît comme un terme idéal, abstrait de la vie de sociétés locales mal connues.

Il va de soi que les documentaires télévisés, les informations radiophoniques, et surtout la presse écrite (33) approfondissent plus les tenants et aboutissants du conflit que les informations télévisées, que nous avons privilégiées dans cette étude. Nous ne pouvons malheureusement détailler ici que cette dernière, dont il faut rappeler qu'elle constitue la source d'information principale, si ce n'est unique, pour beaucoup. Or, la presse grand public touche ses limites dans la couverture de la question israélo-palestinienne : la complexité et l'exotisme des enjeux de frontière, des références historiques, des racines religieuses, des comportements des populations et des élites proche-orientales découragent l'investigation, et plus encore la retranscription pour le public; de crainte de favoriser l'un ou l'autre camp, de se faire instrumentaliser par tel ou tel héraut, la presse aseptise les messages engagés, tente de s'en tenir aux faits en vue d'une improbable objectivité. En d'autres termes, elle s'engage peu.

La contagion rhétorique, signe d'une neutralité vulnérable

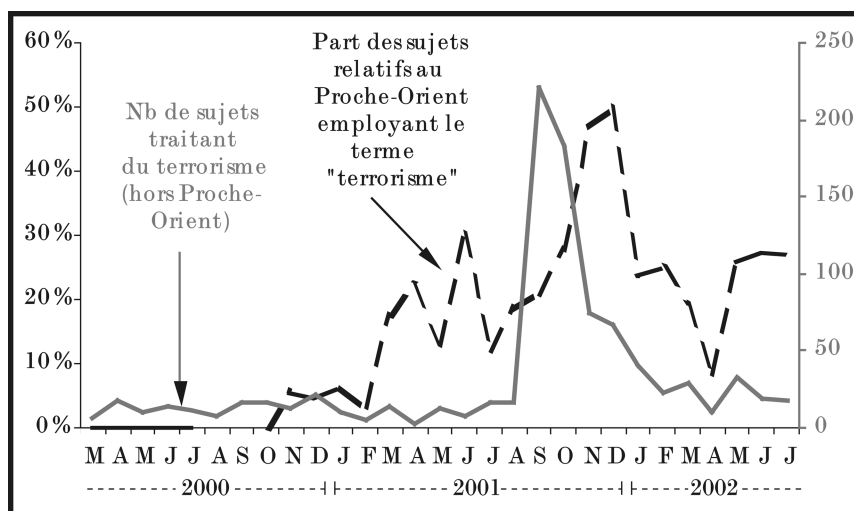
Cela explique que la télévision, plus que d'autres médias, soit marquée par les évolutions lentes, parfois imperceptibles, dans l'opinion et les discours publics, et que révèle le langage des médias. Un exemple d'influence de cette humeur publique sur la question israélo-palestinienne est l'usage du mot « terrorisme » et de ses déclinaisons (« terroriste », etc.). Le graphique ci-dessous compare l'usage de ce mot en général, hormis au sujet du Proche-Orient, avec son intrusion dans cette même question. Il va de soi qu'une

(33) On pourra se référer à l'étude comparée des couvertures du conflit dans *Le Figaro*, *Le Monde* et *Libération* : Nathalie COULON, *L'Observatoire du monde juif*, printemps 2002. Il apparaît que ces quotidiens vont, dans cet ordre, du plus pro-israélien au plus pro-palestinien. Nous pourrions classer la plupart des journaux français sur un tel axe, comme *L'Express* qui soutient traditionnellement Israël ou *L'Observateur/Le Nouvel Observateur*, qui promeut la paix au Proche-Orient sous l'impulsion de Jean Daniel.

telle méthode, basée sur un dépouillement général des sujets d'information, ne rend pas compte de la finesse des rhétoriques du « terrorisme » et de l'introduction progressive de ce vocable dans plusieurs domaines auparavant jugés sans rapport. Néanmoins, elle laisse penser que les discours à propos des attentats du 11 septembre 2001 à New York ont une influence sur ceux portant sur le Proche-Orient.

Nous constatons que les actions violentes palestiniennes envers Israël existaient avant cette date, sous forme d'une guérilla urbaine et d'attentats visant à intimider Israël et à terroriser sa population et son armée. Mais la qualification de « terroriste » appliquée par *France 2* à ces actions a crû franchement dans les mois qui ont suivi les attentats de New York. Certes, dès mars 2001, le vocable « terrorisme » était utilisé, mais les attentats semblent accélérer une courbe croissante pour atteindre des niveaux inédits depuis le début de 2000 et les deux courbes replongent de concert au printemps suivant.

**Influence des attentats du 11 septembre 2001
sur la rhétorique du « terrorisme » au Proche-Orient
(journal télévisé de France 2)**



Le pic majeur dans l'emploi du terme « terrorisme » à propos du Proche-Orient suit de près les attentats du 11 septembre.

**LE JOURNALISME POLITIQUE,
VICTIME DE SON APOLITISME**

L'intensité de la médiatisation de la question israélo-palestinienne peut être expliquée par l'attrait du spectacle, par le poids géopolitique et reli-

gieux de la région et par une relation privilégiée avec le Proche-Orient de la part d'une fraction de la population française et de ses élites politiques et médiatiques. A l'intensité du conflit fait écho en France un débat parfois animé dans la presse écrite et dans certaines émissions télévisées et radiodiffusées, mais dont les informations, surtout à la télévision, rendent peu compte. Face à la tension portée par l'enjeu, l'information vise une neutralité tout aussi problématique que l'est l'accord recherché par les deux parties sur le terrain.

Plus avant, cette recherche d'impartialité aseptise l'information, la rend répétitive et monotone, non aux yeux de la minorité déjà impliquée dans le débat, mais pour la majorité peu ou pas mobilisée. Or, cette dernière est précisément l'enjeu stratégique : c'est elle que les deux parties en conflit se doivent de persuader. La monotonie de la couverture donne d'autant plus de relief aux maladresses, aux erreurs, aux ignorances journalistiques. L'information aseptisée s'efface devant des interventions partisans plus convaincantes. Elle ouvre aussi le champ aux manipulations : faute de se doter de positions propres, les médias se trouvent vulnérables face à la force rhétorique de ceux qui s'en dotent. A ne pas savoir s'engager, à ne pas nourrir les enquêtes d'éditoriaux réellement politiques comme le faisait le journalisme du XIX^e siècle, bref, à renoncer à prendre position au nom d'une illusoire neutralité informative, les grands médias subissent la vision du monde promue par la minorité engagée.

Le conflit israélo-palestinien et ses retombées en France (34)

Au Proche-Orient

En France et dans le reste du monde

2000

28.09	Ariel Sharon déclenche la « seconde Intifada » en pénétrant sur l'Esplanade des Mosquées-Mont du Temple à Jérusalem	06.10	Ehud Barak accuse Jacques Chirac de soutien au terrorisme
12.10	Deux soldats israéliens sont lynchés à Ramallah	07.10	Manifestations pro-palestiniennes en France
16-17.10	Sommet bilatéral à Charm El-cheikh : un accord oral est conclu	08.10	Les responsables juifs français reçus par Jacques Chirac
21-22.10	Sommet arabe au Caire : pas de sanction réelle contre Israël	10.10	Attentats en France
08.12	Emeutes liées au 13 ^e anniversaire de la première Intifada	13.10	80 attaques de synagogues en France
09.12	Ehud Barak démissionne	26.11	Concert d'Enrico Macias pour la paix au Proche-Orient
23.12	Tentatives de négociation à Washington		

2001

Janvier	Campagne électorale en Israël	Avril-mai	Israël critiqué par la France, les Etats-Unis, Amnesty International
04.01	Bill Clinton renonce à obtenir un accord de paix	07.05	Jacques Chirac et le roi Abdallah II de Jordanie appellent « à la raison Israéliens et Palestiniens »
21-25.01	Négociations à Taba (Egypte)	23.05	Yasser Arafat à Paris
06.02	Victoire électorale d'Ariel Sharon	25.06	Visite de Hafez Al Assad en France : il critique Israël
14.02	Attentat-suicide à Netanya : 4 morts, 80 blessés	05-06.07	Visite officielle d'Ariel Sharon en France
07.03	Nouveau gouvernement Sharon, réplique fidèle de la Knesset	12-15.12	Israël déclare Yasser Arafat « politiquement hors jeu »
11.03	Blocus total de Ramallah	Début août	Les tribunaux belges acceptent de recevoir une plainte contre Ariel Sharon pour les massacres de Sabra et Chat Ila
31.03	Capture en Cisjordanie de 5 militants de la garde personnelle de Yasser Arafat, la Force 17	21.08	Visite au Proche-Orient de Joschka Fischer, ministre allemand des Affaires étrangères
Avril-mai	Poursuite des opérations israéliennes malgré la pression des Etats-Unis. Des F16 sont utilisés pour la 1 ^{re} fois depuis 1967	04.09	Bombe devant le Lycée français de Jérusalem : 13 blessés
13.06	Accord et cessez-le-feu	2.10	George Bush réclame un Etat palestinien, qui reconnaisse Israël en retour
09.08	Attentat-suicide dans une pizzeria : 16 morts (dont 6 enfants), 80 blessés)	15.10	Yasser Arafat rencontre Tony Blair à Londres
27.08	Mort d'Abou Ali Moustapha, chef du FPLP, composante de l'OLP	03.12	Leïla Shaïd, représentante de l'OLP en France, critique les représailles israéliennes face aux attentats-suicides du Hamas
03.09	Israël quitte la conférence de Durban sur le racisme		
10.09	Premier attentat-suicide par un Arabe israélien		
11.09	Attentat à New York. Joie de Palestiniens à Naplouse et Jérusalem-Est		

(34) Source : *Le Monde diplomatique*, *AFP* et *France 2*. Certaines dates peuvent être décalées d'un jour du fait d'un décalage entre l'événement et son enregistrement par l'AFP ou France 2.

2001 (suite)

13.09	Arafat donne son sang pour les Américains blessés	10.12	L'Union européenne demande aux deux parties de faire des concessions
28.09	Affrontements à l'occasion de l'anniversaire de la 2 ^e Intifada		
04.10	Crash d'un avion de ligne israélien en route vers la Sibérie		
17.10	Le ministre du Tourisme israélien tué par le FPLP		
03.11	Rencontre bilatérale aux Baléares		
01-02.12	Triple attentat-suicide à Jérusalem et Haïfa : 30 morts et 200 blessés		
05.12	Yasser Arafat bloqué dans son état-major à Ramallah		

2002

03.01	Israël saisit 50 tonnes d'armes et d'explosifs dans un navire venant d'Iran	18.02	L'Arabie saoudite propose pour la première fois une normalisation de ses relations diplomatiques avec Israël, en cas de retrait total d'Israël de tous les territoires occupés
25.01	Des soldats réservistes israéliens rendent publiques leurs réticences à servir l'armée		
21.01	Occupation des villes autonomes palestiniennes	Mars	En France, controverse sur les galas de soutien à l'armée israélienne : mécontentement du « Collectif français pour les droits du peuple palestinien »
22.01	Le Hamas promet de déclencher une « guerre totale » et sur tous les fronts contre Israël, après la mort de 4 de ses militants	13.03	L'ONU préconise un Etat palestinien (résolution 1397)
27.01	Attentat-suicide à Jérusalem-Ouest par une étudiante de 27 ans	26.03	Sommet de la Ligue Arabe à Beyrouth : Yasser Arafat n'est pas autorisé à s'y rendre
10.02	Bombardements par des F16 à Gaza	30.03	Manifestation pro-palestinienne à Lyon ; incendie de la synagogue de la Duchère, pendant la Pâque juive
20.02	Bombardement de la résidence de Yasser Arafat à Ramallah	31.03	José Bové rend visite à Yasser Arafat, au dam d'Israël
21.02	Ariel Sharon propose des zones-tampons entre Israël et les territoires autonomes	Avril	Reprise des actes antisémites en France
08.02	61 morts en 24 heures		Manifestations de militants pacifistes, y compris étrangers (Américains, britanniques) en Israël
Début mars	Attentats-suicides et représailles		Manifestations pro-palestiniennes dans divers pays arabes
11.03	Yasser Arafat libéré de son quartier général		Manifestations en France des deux côtés
27.03	Attentat à Netanya, pendant la Pâque juive : le plus meurtrier depuis le 28 sept. 2000		Les Etats-Unis demandent le retrait des territoires occupés
29.03	Yasser Arafat, encerclé, en appelle à la communauté internationale	08.04	Affrontements entre extrémistes juifs et policiers sur la place de la Bastille
début avril	Ramallah, « ville morte » ; Yasser Arafat confiné ; six villes autonomes occupées ; combats violents à Jénine	13.04	Profanation de cimetières à Kronenbourg, près de Strasbourg
02-30.04	200 Palestiniens retranchés dans l'Eglise de la Nativité à Bethléem	14.04	Noël Mamère pris à partie à Paris pour avoir participé à une manifestation pour la paix en Palestine
26.3	Bannissement des combattants les plus dangereux libérés de Bethléem	28.04	Nouvelles manifestations à Paris pour la paix
13.05	Yasser Arafat sort après un confinement de cinq mois	26.05	Manifestation anti-américaine et pro-palestinienne en France
16.06	Lancement de la construction d'une enceinte de protection entre Israël et la Cisjordanie	18.06	Diffusion publique d'une vidéo de propagande du Hamas
18.06	Attentat-suicide en Israël : 20 morts, 50 blessés		
23.06	Pétition contre les attentats-suicides lancée par des intellectuels palestiniens		

2002 (suite)			
01.07	Un bébé kamikaze à la une de la presse israélienne	25.06	Dominique de Villepin, ministre français des Affaires étrangères, en visite à Ramallah
23.07	Israël tue le chef militaire du Hamas, cheik Salah Chehada, avec 14 civils : condamnation internationale, y compris égyptienne		Comme Ariel Sharon, George Bush désavoue Yasser Arafat
31.07	Attentat-suicide à l'Université hébraïque de Jérusalem : 7 morts (dont un Français), des dizaines de blessés	29.07	Shimon Peres, ministre israélien des Affaires étrangères, en visite à Paris
Début août Débat sur le rapport de l'ONU sur le camp de Jénine			
05.08	600 ^e victimes depuis le 28 sept. 2000		
08.08	Polémique en Israël au sujet des deux jeunes filles n'ayant pas dénoncé un kamikaze		